

UN REMANIEMENT, ET APRES ?

Le changement de casting ministériel ne vaut pas changement de politique et les premières déclarations de Macron et de son nouveau Premier Ministre ne laissent pas augurer une approche sociale des grands enjeux du moment.

Bien au contraire, il est annoncé le bouclage imminent du Ségur de la Santé avec des chiffres très éloignés des revendications des personnels de santé. Malgré la rallonge de dernière minute, le compte n'y est toujours pas...

De même, pas d'abandon de la réforme de la retraite à points mais une volonté présidentielle d'aboutir au plus vite sur ce dossier (après « concertation » avec les partenaires sociaux, dixit Mr Castex).



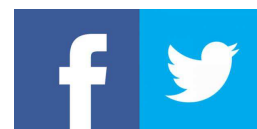
Quant au problème de l'urgence climatique, la nomination d'une Ministre à la transition écologique serait-elle le gage d'une prise en compte de ces questions (sans toutefois toucher aux dividendes des actionnaires comme le préconisent les participants à la convention citoyenne) ?

Autre dossier chaud du moment, la réforme de l'assurance chômage qui doit s'appliquer « coûte que coûte » alors que les annonces de plans de suppressions d'emploi se succèdent dans de nombreuses entreprises au travers de tout le pays

On est bien loin des « JOURS HEUREUX » promis par Macron.

Mettons à profit la période estivale pour construire et amplifier les mobilisations indispensables à une rentrée offensive.

**Les retraités des organismes sociaux,
avec leur Ufros, comme ils l'ont toujours montré dans les luttes,
seront de ces combats.**



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CAC 40 : une gestion entièrement tournée vers les actionnaires !

Après leur rapport « CAC40 : des profits sans partage » sorti en 2018, Oxfam et le **Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information Citoyenne (Basic)** publient, aujourd'hui, un nouveau rapport : « CAC 40, des profits sans lendemain ? ».

Dans ce rapport basé sur l'étude de la gestion des entreprises du CAC 40 depuis la crise de 2008, le constat fait il y a deux ans est, sans surprise, conforté, si ce n'est amplifié.

La crise du coronavirus a montré la faible résilience de certaines entreprises, alors même que les bénéfices et les dividendes tutoient des records. Cette fragilité est le fruit d'une gestion actionnariale court-termiste.

Alors que les actionnaires tentent de faire passer l'idée que leur rémunération indécente se justifie par les risques qu'ils prennent, le rapport démontre notamment en quoi cette idée est un mythe. « Socialisation des pertes et privatisation des profits », voici qui résume bien les ambitions patronales durant cette crise sanitaire et économique.

Les actionnaires ont pris le pouvoir des grandes entreprises et toute la gestion de ces dernières est tournée à leur profit, alors même que leurs intérêts divergent de la pérennité des entreprises. **Les versements aux actionnaires ont augmenté de pas moins de 70%, entre 2009 et 2018 ; par comparaison, le Smic a augmenté de 12%.**

Pour garantir cette gestion actionnariale, les grandes fortunes et fonds de placements ont fait en sorte que les dirigeants soient eux-mêmes actionnaires. Mieux, ils ont indexé leur rémunération sur la rentabilité actionnariale.

Ainsi, en 2018, la part variable représentait 42% de la rémunération totale, contre 24% en 2009.

C'est toute la société qui pâtit de cette primauté des intérêts des actionnaires. **Salariés, sous-traitants, finances publiques et environnement, voilà les variables d'ajustement du capital, chaque jour pressurés davantage pour satisfaire les actionnaires.**

Quelques chiffres suffisent à saisir l'ampleur des dégâts :

- Entre 2009 et 2018, l'impôt sur les sociétés payé par les entreprises du CAC 40 a baissé de 26%, soit près de 9 milliards d'euros, malgré des bénéfices en hausse de 15%. Voilà où se trouve une partie de l'argent qui manque pour le financement de nos services publics ;
- Les inégalités salariales se sont encore accrues ; en 2018, les PDG du CAC 40 gagnaient en moyenne 107 fois plus que leurs salariés, contre 86 fois en 2009, niveau déjà inacceptable. Chez Carrefour, le PDG gagne même 413 fois plus que ses salariés ;
- Les investissements ont baissé de 5%, entre 2009 et 2018 ; pourtant, un plafonnement des dividendes à 30% des bénéfices aurait permis de financer 98% des investissements jugés nécessaires à la transition écologique. Même avec ce plafonnement, les actionnaires auraient perçu près de 200 milliards d'euros de dividendes entre 2009 et 2018 : un montant bien plus que suffisant ;
- Le capital a, semble-t-il, un genre. En effet, en 2018, seules 2 entreprises du CAC 40 étaient dirigées par des femmes. Cela va même plus loin puisque les femmes ne comptaient en moyenne que pour 20% dans les équipes dirigeantes de ces entreprises.

Pourtant, **ces mêmes actionnaires ne cessent de répéter que leurs entreprises n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires, à commencer par le Smic. C'est, en réalité, l'inverse : la société dans son ensemble n'a plus les moyens de gaver ces ultra-riches insatiables.**

En plus des questions de partage de la valeur ajoutée, le rapport s'intéresse également aux inégalités femmes/hommes, à la gouvernance des entreprises, aux inégalités salariales entre les dirigeants et les salariés, au dumping fiscal ou, encore, au manque d'investissement écologique. Autant de problématiques cruciales qui découlent d'une même logique, celle du coût du capital.

Pour autant, comme le suggère le rapport d'Oxfam et du Basic, ces constats ne sont pas une fatalité. Une multitude de mesures peuvent et doivent être mises en place pour en finir avec cet état de fait.

La CGT salue la qualité du travail contenu dans ce rapport qui vient documenter et objectiver le ressenti des salariés de ces entreprises. À l'heure du « Jour d'après », cette fuite en avant doit cesser immédiatement sous peine de dommages collatéraux, notamment climatiques et sociaux, irréparables.

Montreuil, le 24 juin 2020



500 MILLIARDS D'EUROS : COMMENT MACRON GONFLE LES CHIFFRES

Dimanche 14 juin, Emmanuel Macron a annoncé avoir mobilisé 500 milliards d'euros pour son « plan de relance massif ». Ce chiffre, trompeur, recouvre en réalité des dispositifs qui n'ont pas grand-chose à voir les uns avec les autres (activité partielle, prêts garantis par l'État, avances, etc.).

Comment Emmanuel Macron a-t-il pu sortir de son chapeau ce chiffre de « 500 milliards d'euros » ?

La ruse consiste à mettre sur le même plan des **prêts garantis, des reports de cotisations et de la dépense directe**. Il additionne ainsi :

- le dispositif d'activité partielle (31 milliards €),
- le fonds de solidarité pour les petites entreprises (8 milliards €),
- les prêts garantis par l'État aux entreprises (315 milliards €),
- les avances (remboursables) aux collectivités territoriales (4,5 milliards €),
- les reports ou exonérations de contributions fiscales et sociales (77 milliards €),
- et enfin, les dépenses sectorielles (10 milliards €).

Or, les prêts, s'ils peuvent avoir leur utilité pour assurer la liquidité des entreprises, ne relèvent **pas de dépenses budgétaires**. Les dépenses réelles des projets de loi de finance rectificatif sont loin du « plan de relance massif de 500 milliards d'euros » vantés par le Président.

Elles concernent essentiellement :

- l'activité partielle (31 mds €),
- le fonds de solidarité (8 mds €),
- les aides sectorielles (10 mds €),
- les aides aux collectivités (4,5 mds €).

soit un total de 50 milliards d'euros. Pour la CGT, ce montant n'est pas à hauteur des enjeux industriels et environnementaux.

Le gouvernement a utilisé les mêmes ficelles pour gonfler le chiffre des aides sectorielles : il annonçait 45 milliards d'euros (18 pour le tourisme, 15 pour l'aéronautique et 8 pour l'automobile). Là encore, ces plans du projet de loi de finance rectificative correspondent avant tout à une hausse des dépenses d'activité partielle, à des exonérations de cotisations compensées par l'État, et des prêts garantis par l'État.

Que reste-t-il en lignes budgétaires réellement nouvelles une fois que l'on retranche les dépenses ci-dessus ? 800 millions de crédits budgétaires pour la filière automobile et 500 millions pour l'aéronautique. **On est loin, très loin des chiffres clinquants du gouvernement.**